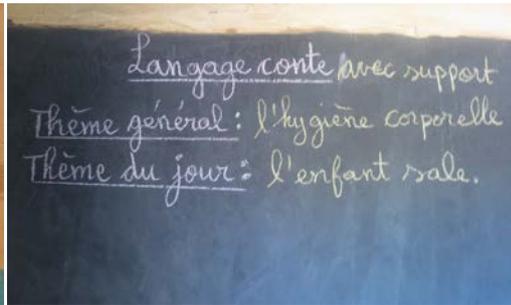


L'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire au Niger Quels enjeux, quelles pratiques ?



Compte rendu de la journée d'échanges du 14 janvier 2016 à Niamey

Cette journée était organisée par le pS-Eau. Elle s'inscrit dans le cadre des activités qu'il propose aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale franco-nigérienne en matière d'eau potable et d'assainissement : www.pseau.org/niger

Elle avait pour objectif de faire un état des lieux de la situation de l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire au Niger et d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- Quelles **solutions techniques** proposées dans les écoles, adaptées aux enfants et à leur gestion ? Comment les financer ?
- Comment organiser la **gestion des toilettes** en milieu scolaire de manière efficace ? Quels moyens financiers et humains mobiliser ?
- Comment insuffler une dynamique positive autour de **l'hygiène à l'école** et dans les familles ? Quels outils et démarches existantes ?

1. Le pS-Eau accompagne vos initiatives au Niger

Le pS-Eau anime propose aux acteurs impliqués dans des actions locales de coopération franco-nigérienne autour de l'eau et de l'assainissement :

- de l'information sur les actualités, les acteurs, les actions menées au Niger ;
- des conseils et orientations dans l'élaboration d'actions, la recherche de partenaires, l'évaluation des projets, etc.;
- des réunions d'échanges pour partager les expériences.

Retrouvez sur le site du pS-Eau le portail web consacré au Niger avec les actualités du secteur, les informations sur le cadre institutionnel, la liste des acteurs et projets ainsi que la bibliothèque en ligne sur : www.pseau.org/niger

Par ailleurs, le pS-Eau mène actuellement un travail de capitalisation sur le projet *Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder* (Axe 5 : Capitaliser et diffuser l'expérience) cofinancé par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville de Zinder, l'Union européenne, le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), l'Agence de l'Eau-Seine-Normandie (AESN) et le programme Solidarité Eau (pS-Eau). Les discussions de cette journée contribuent à enrichir ce travail.

2. Les enjeux de l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire

L'amélioration de la situation de l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire au Niger repose sur trois axes complémentaires :

1. La construction d'équipements sanitaires

Aujourd'hui au Niger, seulement 2 écoles primaires sur 10 sont équipées en bloc latrines. En outre, ces équipements ne sont pas toujours fonctionnels, faute d'entretien et ne correspondent pas toujours au nombre d'élèves fréquentant l'école.

Les élèves doivent de surcroît avoir un accès à l'eau potable et pouvoir se laver les mains avec du savon, ce qui n'est pas le cas dans toutes les écoles.

2. Le renforcement de la gestion de ces équipements

Plusieurs modalités de gestion ont été testées au Niger et dans la sous région. Elles impliquent généralement le personnel scolaire, les parents d'élèves et les élèves dans la gestion technique et financière des ouvrages. Pourtant, l'entretien des toilettes dans la durée n'est pas toujours assuré. L'état des latrines se dégradant, leurs utilisateurs rebutés préfèrent revenir à la défécation à l'air libre.

3. L'adoption de comportement d'hygiène à l'école et dans toute la communauté

Le bon usage des toilettes, le lavage des mains avec du savon aux moments clés de la journée, l'hygiène menstruelle pour les filles, etc. sont des pratiques qui s'acquièrent à l'école et dans les familles. Des outils et démarches pédagogiques existent déjà mais doivent être diffusés et appropriés par les adultes impliqués dans l'éducation des enfants.

Ces trois grands enjeux ont été largement abordés au cours de cette journée.

1. Mieux connaître le contexte d'intervention

1. Rappels du contexte institutionnel nigérien

Intervenant : M. Laouali Ibrahim, Cellule pour la Généralisation et la Pérennisation de l'Éducation en matière d'environnement, Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales et de l'Éducation Civique (voir présentation power point)

L'Assainissement en milieu scolaire en quelques chiffres

En 2013, moins de 2 écoles primaires sur 10 sont équipées d'au moins un bloc latrines. Et même lorsqu'elles sont équipées, le nombre de blocs n'est pas toujours suffisant par rapport nombre d'élèves.

Ecoles primaires (cycle 1)		taux de couverture %
Nombre total d'écoles	15 505	
Nombre de latrines	2 555	16%

Source : chiffres issus des Statistiques de l'éducation de base annuelle 2012-2013, Ministère de l'Enseignement Primaire

Rôle du Ministère de l'Enseignement et de la CGPE en matière d'hygiène et d'assainissement en milieu scolaire

La CGPE prend en charge de manière générale toutes les questions liées à l'éducation environnementale en vue de faire émerger une Génération Nouvelle de Gestionnaires de l'Environnement (GNGE).

Elle agit notamment pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement dans les établissements scolaires, en vue d'améliorer la santé des enfants et leurs résultats scolaires en réduisant l'incidence des maladies liées à l'eau et au manque d'assainissement. Sur ce volet, l'action de la cellule consiste à :

1/ la dotation des écoles en infrastructures

Les travaux sont réalisés sous la responsabilité de la Direction des Infrastructures et Equipements Scolaires (DIES) au sein du Ministère de l'Enseignement Primaire.

La CGPE à ce niveau évalue les besoins en latrines, points d'eau et dispositifs de lavage des mains et mobilise des partenaires pour réaliser de nouvelles infrastructures.

A ce niveau, elle travaille étroitement en lien avec le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) notamment pour s'assurer d'un accès à l'eau potable au sein des écoles. Dans sa nouvelle stratégie, le MHA prévoit, pour toute nouvelle réalisation d'une adduction d'eau potable dans un village, de connecter systématiquement les écoles de la zone.

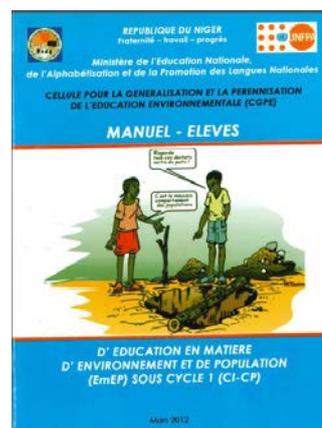
2/ la formation des enseignants et le développement d'outils pédagogiques pour l'enseignement de l'hygiène et l'assainissement à l'école

L'hygiène corporelle, vestimentaire et alimentaire est déjà enseignée dans les classes de primaire à travers les leçons de morale et de Sciences et Vie de la Terre. SVT. Quand à l'assainissement, il est considéré comme une activité pratique (3H/mois).

Avec la dernière réforme des programmes scolaires (2008), les questions d'hygiène/assainissement deviennent des matières d'enseignement à travers le domaine « développement personnel ».

Pour accompagner la réforme et renforcer l'enseignement de l'hygiène et l'assainissement, la Cellule :

- a développé des modules de formation des encadreurs pédagogiques (points focaux au niveau des Directions régionales et départementales et Inspections de l'Enseignement Primaire - REP, DDEP, IEP) et des enseignants (formation continue) ;
- a développé plusieurs outils pédagogiques sur lesquels les enseignants peuvent s'appuyer (des fiches pédagogiques, livrets et manuels d'élève, guides du maître, affiches, planches et pagi voltes)
- souhaite intégrer des enseignements sur ces questions dans la formation initiale des élèves maîtres à l'École Normale d'Instituteurs –ENI.



Manuel scolaire
développé par la CGPE

3/ la formation et la sensibilisation des structures d'accompagnement (pour l'entretien des ouvrages)

Au-delà des enseignants, la CGPE accompagne différentes structures d'accompagnement qui jouent un rôle important dans l'hygiène et l'assainissement de l'École, notamment :

- les Directeurs, premiers responsables en matière d'hygiène et assainissement de leur établissement. Ils veillent à l'application des règles d'hygiène dans leurs établissements ;
- les Comités de Gestion Décentralisée des Établissements Scolaires (CGDES) qui définissent les actions à mener et les moyens nécessaires à mobiliser pour le bon fonctionnement de l'école ;
- les Associations des Parents d'Élèves (APE) et les Association des Mères Educatrices (AME) qui sont impliquées dans la gestion de l'école ;
- les gouvernements scolaires (là où ils existent) qui contribuent efficacement à l'adoption de bonnes pratiques ;

La CGPE incite à la bonne gestion des infrastructures à travers les formations et la sensibilisation de ces structures.

Quelles démarches auprès de la CGPE pour intervenir dans une école ?

Pour intervenir dans une école, il suffit de se faire connaître auprès de la Cellule ou de ses points focaux en région et d'afficher ses intentions. Les interventions des partenaires sont balisées par la signature d'un protocole avec le MEP-A-PLN-EC.

La Stratégie Nationale d'Education en matière d'Environnement et de Population (SN/EmEP)

Validée en 2006, la SN/EmEP constitue un cadre de référence pour faciliter la cohérence et la synergie entre toutes les interventions dans le domaine de l'Education en matière d'Environnement et de Population.

L'objectif global visé à travers la SN/EmEP est d'élaborer des actions d'éducation environnementale et de population réalistes et réalisables pour garantir une gestion dynamique et une utilisation durable du milieu naturel et de ses ressources.

Pour cela, la stratégie adoptée vise à :

- Accroître l'efficacité des enseignements et des apprentissages par la **prise en compte des problèmes de population et d'environnement** dans leur complexité, leurs interrelations et leur intégration dans le curriculum en développement;
- Contribuer à l'établissement d'une **articulation de fait entre le secteur éducatif et les secteurs informels** dans la promotion des réponses éducatives en matière d'Environnement et de Population.

Source : [La Stratégie Nationale d'Education en matière d'Environnement et de Population \(SN/EmEP\), 2009, MEP/A/PLN/EC](#)

Intervenant : M. Dan Dobi Moussa, Division des Infrastructures collectives d'Hydraulique et d'Assainissement en milieu urbain, Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (voir présentation power point)

L'Assainissement de base en quelques chiffres

Le Niger est marqué par un faible taux d'accès aux ouvrages d'assainissement et une disparité d'accès entre le milieu rural (7,22%) et urbain (64,77%) - INS 2012

La défécation à l'air libre reste une pratique courante en milieu rural (79%) - JMP 2012

Le Niger perd 75 Milliards de FCFA par an du fait des maladies liées aux mauvaises conditions d'assainissement - [Water and Sanitation Program/BM](#) 2012

Rôle du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement en matière d'hygiène et d'assainissement en milieu scolaire

Plusieurs ministères (Hydraulique, Education, Santé, Environnement, Urbanisme, Intérieure, etc.), les collectivités ou encore les ONG interviennent dans le secteur de l'assainissement. Pour faciliter les synergies et donner un cadre unifié à leurs interventions, le Niger s'est doté en 2014 de la Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (SOPHAB).

Par ailleurs, suite à une réorganisation ministérielle en 2013 le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et en particulier la direction générale de l'assainissement s'est vu confier le pilotage du sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement.

Selon le milieu d'intervention, il associe les acteurs concernés. Ainsi, pour l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire il travaille en collaboration avec le Ministère de l'Education. Par ailleurs, un Comité Interministériel de coordination de la mise en œuvre de la SOPHAB se réunit 1 à 2 fois par an afin de renforcer la synergie entre les Ministères.

La Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base

Le Gouvernement a adopté le 31 juillet 2014 la [Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base](#) (SOPHAB) 2014-2018, mise en œuvre par le MHA. L'objectif global de la SOPHAB est de promouvoir durablement l'hygiène et l'assainissement et ses objectifs spécifiques consistent à :

- Promouvoir le **changement positif de comportement** en matière d'hygiène et d'assainissement ;
- Contribuer à l'émergence d'une **synergie d'interventions** entre les différents acteurs du secteur de manière à harmoniser les actions ;
- **Appuyer l'accès** des populations aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement tout en assurant l'équité inter et intra régionale.

Source : [Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base](#) (SOPHAB), MHA, 2014

Exemple d'intervention en milieu scolaire : le Programme Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU)

Dans le cadre du PEAMU (financé par la Banque Mondiale), plusieurs écoles sur Niamey et Dosso ont été équipées en blocs latrines et dispositifs de lavage des mains. Ce sont des latrines ventilées, à double fosse. Les blocs pour les garçons sont bien séparés des blocs filles.

Pour accompagner ces infrastructures, des séances de sensibilisation et des supports de communications ont été élaborés pour inciter les enfants à utiliser les latrines, à les entretenir et à se laver les mains régulièrement. En complément, un guide destiné aux enseignants a été réalisé et une formation sur l'hygiène et l'assainissement leur a été proposée.



Exemple d'équipements réalisés dans le cadre du PEAMU

Paroles aux participants :

1. Quelques constats par M. Botianti, Université de Niamey

Des étudiants travaillent actuellement sur ces questions d'hygiène et d'assainissement et leurs travaux soulèvent certains constats partagés ici :

- Comme souligné dans la présentation du Ministère de l'Hydraulique, la défécation à l'air libre est une pratique encore fortement répandue, même à Niamey : sur les 477 ménages enquêtés dans des quartiers précaires de Niamey, 30% affirment déféquer à l'air libre.
- Si les latrines ne sont pas en quantité suffisante dans les écoles, la question de leur gestion et entretien est tout aussi préoccupante. Il est fondamental de sensibiliser les parents d'élèves pour qu'ils prennent en charge l'entretien de ces équipements.
- Souvent le vendredi est une journée consacrée à la salubrité de l'école et les enfants sont amenés à nettoyer leur école à cette occasion. Mais cela ne suffit pas, il faut nettoyer les toilettes tous les jours, voire 2 fois par jour. Faut-il pour cela recruter des manœuvres ?
- Un autre aspect de l'hygiène en milieu scolaire concerne les vendeuses de denrées alimentaires autour de l'école auprès desquelles les enfants vont se restaurer. Il est essentiel qu'elles soient également sensibilisées et qu'elles respectent les règles d'hygiène (voir encadré).
- Les enseignants qui souhaitent développer des leçons sur l'hygiène et l'assainissement n'ont pas toujours accès aux manuels existants (quand ils les connaissent).

Complément d'information sur les restauratrices

Les vendeuses de denrées alimentaires autour des écoles doivent être enregistrées et doivent faire un examen de santé tous les 3 mois. La police sanitaire veille à ce que cela soit bien respecté. Cependant, le coût des examens est parfois plus élevé que l'amende en cas de sanction, ce qui n'incite pas les restauratrices à être à jour.

Par ailleurs, il peut être utile de leur transmettre des conseils pratiques en matière d'hygiène :

- Préciser les produits qu'elles peuvent vendre et dans quelles conditions (éviter la manipulation des aliments avec les doigts, utiliser des récipients propres et régulièrement nettoyés, couvrir les aliments pour les protéger de la poussière et des mouches, etc.) ;
- Leur conseiller d'avoir chacun une table suffisamment espacée les unes des autres pour limiter la poussière ;
- Organiser le nettoyage autour de l'aire de vente et s'équiper en poubelles pour limiter le rejet des déchets.

Sources : Remarques issues d'un entretien préalable à la rencontre avec les participants de la table ronde.

2. Harmonisation des interventions entre les ministères

Question :

A travers les présentations des représentants des ministères de l'enseignement et de l'hydraulique, on voit qu'ils mènent parfois le même type d'actions (réalisation d'infrastructures, élaboration de manuels pédagogiques, formation des enseignants, etc.). En plus, comme précisé par la DGA, ce ne sont pas les seuls ministères impliqués sur l'assainissement (qui concerne aussi les ministères de la santé, de l'environnement, etc.). Comment arrivent-ils à coordonner leurs actions ?

Réponse :

Comme expliqué, la bonne coordination entre le MHA et le MEP est en effet une préoccupation qui a été prise en compte dans la SOPHAB. Même si la stratégie est récente, elle a contribué à prendre plusieurs mesures en faveur d'une meilleure coordination :

- Clarification des responsabilités entre les Ministères et pilotage du sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement en collaboration avec les ministères concernés.
- Mise en place d'un comité interministériel afin de s'assurer de la bonne coordination entre l'ensemble des Ministères.

Par ailleurs, les Ministères de l'Hydraulique et de l'Enseignement ont l'habitude de travailler ensemble (comme par exemple pour la co-organisation de la Journée mondiale des toilettes) et s'associent mutuellement sur l'élaboration des documents.

3. Approche ATPC¹ et intervention en milieu scolaire

Question :

L'approche ATPC a été retenue pour intervenir en matière d'assainissement en milieu rural. Comment articule-t-on cette démarche avec l'intervention en milieu scolaire ?

Réponse :

Dans les villages où l'ATPC est mise en œuvre, des actions doivent cibler les écoles pour encourager la fin de la défécation à l'air libre dans tout le village (cf expérience de Plan Niger, Eau Vive Niger ou Helvetas). Les équipements en milieu scolaires doivent répondre à certaines règles de l'art et pour cette raison leur réalisation doit être supervisée.

Partage d'expériences, Helvetas :

Au niveau des villages déclenchés, Helvetas intervient pour l'équipement des écoles. Trois blocs sont construits, éloignés les uns des autres : un pour les garçons, un pour les filles et un dernier

¹ L'Assainissement total porté par les Communauté (ATPC) est une approche retenue dans la SOPHAB pour mettre fin à la défécation à l'air libre (FDAL). Une première phase de sensibilisation des communautés, dite de «déclenchement», vise le changement des comportements. Après avoir vérifié que la localité est effectivement affranchie de la Défécation à l'Air Libre on procède à la certification FDAL. L'ATPC suppose un suivi important tout au long du processus, afin d'accompagner les ménages à s'équiper, et de veiller à ce que l'état FDAL soit pérenne. Plus d'informations : [Manuel de l'Assainissement total piloté par la communauté](#), IDS-Plan International

pour les enseignants. En effet, si l'on ne construit pas de blocs spécifiques pour les enseignants ils risquent de monopoliser ceux prévus pour les enfants.

La question de l'hygiène menstruelle est une problématique importante à ne pas négliger : les jeunes filles réglées ont tendance à ne pas se rendre en cours, car elles n'ont pas de lieu approprié pour cela. Un atelier a été organisé récemment par le Ministère de l'Enseignement et UNICEF à ce sujet.

Complément d'information sur l'hygiène menstruelle dans les écoles

Une étude de cas menée au Niger a mis en avant les enjeux relatifs à l'hygiène menstruelle :

- **Les installations scolaires WASH sont actuellement inadéquates** pour que les jeunes filles puissent gérer leurs menstruations dans de bonnes conditions : manque de latrines séparées en fonction des sexes, de sources d'eau et d'installations pour le lavage des mains avec du savon, de salle de rechange, de protection hygiéniques et d'endroit pour les jeter.
- **Les enfants des écoles manquent de connaissances et d'informations sur les menstruations** : manque de connaissance et d'informations concernant les menstruations par les jeunes filles, de supports pédagogiques pour que les enseignants puissent aborder ces questions en classe, absence d'un référent adulte femmes pour répondre aux questions des jeunes filles.

Les menstruations affectent la participation et la performance des filles à l'école : stress, honte, croyances, stigmatisation autour des règles et fatigue causés par les menstruations sont une cause de leur absentéisme. Une série de recommandations sont faites dans ce document pour prendre en compte et améliorer la situation. Il prévoit en particulier l'élaboration d'un manuel destiné aux jeunes filles pour aborder ce sujet tabou.

Source : [L'hygiène menstruelle dans les écoles de deux pays francophones d'Afrique de l'Ouest](#), Burkina Faso et Niger, Etude de cas, UNICEF, 2013

4. Latrines à faible coûts

Question : Dans le cadre de la SOPHAB des réflexions sont en cours pour l'identification de technologies à faible coût. Ces techniques respectent-elles les règles de l'art afin d'assurer la sécurisation des équipements ?

Réponse :

Le choix de ces équipements se fait sur plusieurs critères : le prix mais aussi la durabilité (les modèles actuellement retenus ont une durée de vie de 20 ans). L'accent est mis sur la fosse et la dalle. La superstructure est laissée à la discrétion des ménages.

Remarque sur les modèles de latrines :

Même si des recommandations peuvent être données sur les modèles de latrines à réaliser, il est nécessaire de bien adapter les infrastructures au contexte local : vérifier les capacités techniques et financières pour la réalisation et la gestion des équipements, prendre en compte les croyances et habitudes locales pour faciliter la bonne utilisation des équipements, etc.

5. Disponibilité des outils pédagogiques

Question : Les outils pédagogiques développés par le Ministère de l'enseignement sont-ils disponibles, à quel niveau peut-on les retrouver et sont-ils appropriés par les enseignants ?

Remarque de l'Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement : L'association intervient depuis de nombreuses années sur le changement des comportements et espère pouvoir être plus régulièrement associé à ce type de rencontre et avoir accès aux différents outils pédagogiques existants.

Réponse :

L'ensemble de ces outils sont disponibles en version papier au niveau des points focaux du Ministère. Certains manuels présentés lors de la journée sont accessibles en version électronique sur le site du pS-Eau (à retrouver dans la bibliographie en fin du compte rendu).

6. Ratio nombre de latrines par rapport aux nombres d'élèves

Question : Est-ce que le Ministère de l'Hydraulique a déterminé un ratio précisant le nombre de latrines à construire par rapport aux nombres d'élèves ?

Réponse :

Il n'existe pas de ratio spécifique au niveau du Niger. Néanmoins, des recommandations existent au niveau de l'OMS.

Directives WASH de l'OMS dans les établissements scolaires

La recommandation actuelle de l'OMS est d'1 toilette pour 25 filles et une pour le personnel féminin ; et 1 toilette plus 1 urinoir pour 50 garçons, et un pour le personnel masculin.

En outre, l'OMS souligne que les toilettes pour homme et pour femme devraient être complètement séparées pour assurer le respect de la vie privée et la sécurité.

Source : [Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources](#), OMS, 2010

7. Rôle des communes

Question : En matière d'eau et d'assainissement, les compétences sont transférées au niveau des communes. Quelle est la place donnée à ces acteurs dans les stratégies et interventions des deux Ministères ?

Réponse :

En effet, le transfert des compétences aux collectivités est bien avancé et il leur revient d'appuyer l'équipement des écoles en installations sanitaires.

Partage d'expérience, FICOD Tillabéri :

Le Fonds d'Investissement des Collectivités Décentralisées (FICOD) est un programme appuyé par la coopération allemande (KfW), qui soutient les communes à travers des investissements en infrastructures de service, marchands et sociaux. Le FICOD accompagne en particulier la

construction de latrines scolaires. Il a développé des plans et devis types. Le nombre de bloc est réalisé en fonction du nombre d'élèves avec une séparation des blocs filles des blocs garçons.

Partage d'expérience, Ville de Zinder :

La ville est engagée dans le projet *Mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de Zinder*. Dans ce cadre, il est prévu d'équiper 289 établissements scolaires ainsi que d'animer des campagnes de sensibilisation et formation de pôles éducateurs dans chaque établissement scolaire. Il est important de sensibiliser également les élus sur l'hygiène et l'assainissement.



2. Table ronde : Etat des lieux de l'assainissement scolaire : témoignages d'acteurs locaux

Intervenants : M. Zoumari Morou, Ville de Zinder, M. Yacouba Mamane Balla, Ville de Maradi, Mme Kollo Ya Kaléram, Direction d'Ecole, Mamane Nassirou, Eau Vive Niger

Les témoignages de ces différents acteurs ont donné une vision plus locale des enjeux et possibilité d'action dans ce domaine. Retrouvez ci-dessous quelques enseignements tirés de ces expériences.

Directrice d'école à Tessaoua

Initialement, l'école avait de sérieux problèmes d'hygiène : les latrines existantes étaient en mauvais état et les enfants avaient l'habitude de déféquer à l'air libre.

Pour faire face à cette situation, la direction s'est rapprochée de l'ONG RAIL-Niger présente à Tessaoua et expérimentée sur ces questions. Les toilettes ont pu être réhabilitées. Des dispositifs de lavage des mains ont également été positionnés devant les classes et au niveau des latrines. Un poste d'eau a également été réalisé.

Aujourd'hui les enfants utilisent les latrines qui sont bien entretenues.

Associer les enseignants dans la sensibilisation

L'approche pour sensibiliser les enfants et organiser la gestion de ces toilettes a été élaborée avec les enseignants lors du conseil des maitres.

Des thèmes autour de l'hygiène ont été identifiés pour être abordés lors des leçons de morale et de SVT ou encore de langage : l'utilisation des latrines, l'hygiène corporelle, etc. Les enfants peuvent ainsi s'exprimer sur ces thèmes, poser leurs questions. Ils répètent également certaines phrases du type « si j'ai besoin de faire pipi, je vais dans les latrines » pour que cela devienne un réflexe. Les enseignants n'avaient pas de manuels spécifiques sur ces questions.

Le gouvernement scolaire peut être également mobilisé, à travers son Ministre de la Santé.

Une fois les latrines réalisées, il a fallu que les enseignants amènent les enfants dans les latrines pour leur expliquer comment les utiliser concrètement : comment se positionner, etc. C'était important pour les rassurer, surtout les plus petits.

Anticiper l'entretien des latrines avec les parents d'élèves

L'Association des Mères Educatrice (AME) et le Comité de Gestion (CGDES) ont été associés à la démarche.

Les frais liés à la gestion des latrines sont pris en charge par le CGDES : en début d'année, le CGDES élabore son plan d'action. Il recense toutes les activités à mettre en place durant l'année pour assurer le bon fonctionnement de l'école (dont la gestion des latrines). Un budget prévisionnel est présenté en Assemblée Générale ce qui permet de fixer un montant de cotisation annuelle/enfants (autour de 2 000 F/an). Les parents peuvent cotiser en plusieurs tranches. Certains peuvent rencontrer des difficultés pour payer cette somme. Il arrive souvent qu'au dernier trimestre le CGDES manque un peu de moyen.

L'entretien des latrines est assuré par les élèves, encadrés par les enseignants (les élèves en CI² en sont dispensés au premier trimestre). Le nettoyage se fait matin et soir. Un calendrier de nettoyage définit jour après jour les classes responsables du nettoyage. Même pour le nettoyage, il n'est pas inutile de donner quelques conseils aux équipes enseignantes : par exemple, certains ont l'habitude de mettre du crésyl dans la fosse lorsque se dégagent de mauvaises odeurs. Or, le crésyl contient de puissants agents chimiques qui nécessitent de sérieuses précautions d'utilisation (protections personnelles) et présentent des risques de pollution. Parfois, il suffit de laver la dalle et l'odeur diminue. De plus, les mauvaises odeurs peuvent être un signe qu'il faut vidanger la fosse.

Les activités de plein air prévues dans le programme scolaire sont souvent l'occasion d'un nettoyage de la cour de récréation.

L'école est approvisionnée en eau. Elle permet l'alimentation en eau des élèves. Chacun a son bol personnel pour boire. Un réservoir est également régulièrement rempli pour s'assurer d'avoir toujours de l'eau disponible pour le nettoyage des latrines, même en cas de coupure.

Agents d'hygiène de Maradi et Zinder

Comme précisé en première partie, l'hygiène et l'assainissement sont des compétences transférées au niveau communal.

Des établissements scolaires insuffisamment équipés

L'agent communal de Zinder a communiqué quelques chiffres assez éclairant sur la situation. La ville de Zinder compte 36 collèges et CES (publics et privés), 155 établissements primaires publics.

Les données sur les effectifs et équipements en latrines sont précisés dans le tableau suivant :

	Effectif	Dont fille	Total Latrines ³	Latrines fonctionnelles	Latrines fonctionnelles (en %)	Ratio Elèves/latrines fonctionnelles
Etablissement du primaire (public)	50 741	24 827	632	546	86,4	93
Etablissement du secondaire (public et privé)	29 534	13 951	403	370	91,91	73

Sur Zinder comme sur Maradi, le nombre de latrines est bien insuffisant pour répondre convenablement aux besoins des élèves (ratio élevé). Certaines écoles ne sont pas équipées. Les ouvrages existants sont parfois inadaptés (ouvrages mal construits, emplacement mal choisi, etc.).

² Cours d'Initiation, classe en amont du cours préparatoire

³ Sont comptabilisés les latrines traditionnelles réalisées par les COGES et directeurs) comme des ouvrages dits « améliorés ».

Rôle de la commune complémentaire aux acteurs de l'école

Les villes de Maradi et de Zinder s'impliquent dans l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des établissements scolaires sur leur territoire pour :

- Identifier les besoins, planifier les interventions, mobiliser les partenaires techniques et financiers : les municipalités, en lien avec les directions d'école et les services déconcentrés de l'Etat, identifient les écoles à cibler prioritairement et définissent les actions à mener - construction/réhabilitation de latrines, équipement des écoles avec des dispositifs de lavage des mains. Il est parfois difficile pour les villes de suivre le rythme car de nouvelles écoles apparaissent qui n'avaient pas été pris en compte initialement au moment de la planification.

Le dernier programme sur Maradi a permis la construction/réhabilitation de 16 blocs latrines. Elle a été appuyée pour cela par l'ONG RAIL-Niger et ses partenaires de coopération. Sur Zinder, le programme en cours prévoit la réalisation de 800 latrines au niveau des établissements scolaires. La ville a bénéficié pour cela d'un appui de son partenaire de coopération le Département de Val de Marne avec qui elle a mobilisé l'Union Européenne, le SIAAP, l'AESN et le pS-Eau.

- Animer les campagnes de sensibilisation au niveau des écoles : la ville de Maradi appuie pour cela la mise en place de clubs d'hygiène. Ces clubs rassemblent des élèves, enseignants, parents d'élèves et des représentants du CGDES. Ils jouent un rôle pour insuffler dans la durée un véritable changement des comportements. En cas de non utilisation/mauvaise utilisation des latrines, il est prévu une sanction (10F pour pipi/25F pour caca). L'argent est déposé dans la caisse du club. A Zinder, la ville prévoit des sessions de sensibilisation et la formation de pôles éducateurs (constitués des représentants des enseignants, des parents d'élèves, du personnel administratif de l'école, des élèves) dans chaque établissement.
- Suivre le bon fonctionnement des équipements réalisés et apporter un appui aux écoles et CGDES pour leur entretien : comme on l'a vu avec le témoignage de la directrice, la gestion courante des équipements sanitaires est assurée par l'école directement (direction, enseignants, élèves, parents d'élèves et CGDES). Néanmoins, il arrive que les communes soient sollicitées pour contribuer en partie au paiement des factures d'eau, à la vidange des fosses ou encore à certains travaux de réhabilitation. Parfois elles assurent la surveillance/gestion des établissements pendant la période des vacances scolaires.

Structure d'appui : l'ONG Eau Vive

Les ONG locales et internationales jouent également un rôle important pour accompagner les acteurs de l'école et les municipalités à répondre aux enjeux de l'hygiène et l'assainissement à l'école.

Au moment des travaux, l'ONG Eau vive accompagne les municipalités dans l'élaboration des dossiers d'appels d'offres pour la réalisation des latrines. Généralement, ce sont des latrines ventilées (VIP) à fosses alternées. La ventilation se fait grâce à un conduit d'aération réalisé en

claustra (plus solide qu'en PVC). Le suivi des travaux est réalisé par un bureau de suivi et contrôle. Il est également prévu un suivi de proximité par les membres du CGDES, enseignants, élus. La principale difficulté sur cette phase travaux est causée par les retards d'exécution.

Parallèlement, l'ONG renforce le fonctionnement (voire appuie la mise en place) des Associations des Mères Educatrices, Associations des Parents d'élèves et Clubs scolaires. Elle fournit aux écoles des kits d'hygiène (matériel d'entretien, savon) aux CGDES. Elle propose des formations sur l'entretien et les bonnes pratiques d'hygiène.

Témoignage complémentaire d'Helvetas

Dans ses programmes d'assainissement en milieu scolaire, Helvetas place la commune au cœur de son intervention : la définition de l'intervention se fait avec la commune, et c'est elle qui sélectionne les prestataires (entreprises, bureau d'études, ong) pour la réalisation des travaux et l'animation des campagnes de sensibilisation. Les équipes d'Helvetas accompagnent les agents d'hygiène communaux sur ces aspects.

3. Visite de terrain

Les témoignages ont été complétés par une visite dans deux écoles de Niamey ciblées par le Programme Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU), financé par la Banque Mondiale.

La Medersa de Banifandou 1 (449 élèves)

Le PEAMU a contribué à la réalisation de 4 blocs latrines de 2 cabines chacun dans cet établissement. Les travaux sont récents. La réception provisoire n'a pas encore été effectuée et les latrines ne sont pour l'instant pas utilisées.

Des dispositifs de points d'eau sont réalisés devant chaque latrines. Les eaux utilisées pour le lavage des mains s'infiltrent dans le sol via un puisard.



*Bloc latrines
et dispositif de lavage de mains*



Puisard

Les latrines sont équipées de deux fosses qui doivent être utilisées alternativement (l'un des trous de défécation devrait être bouché) et sont ventilées :



Intérieure de la cabine et trous de défécation



Système d'aération des fosses

Quelques problèmes, améliorations possibles constatés sur place : Dans la cour de l'école, un bloc latrines avait déjà été réalisé par une association, sans avoir pris attache avec le Ministère et sans avoir connaissance du PEAMU.



Latrines en mauvais état réalisées hors PEAMU

Jardin d'enfants à la Francophonie (53 élèves)

Dans ce jardin d'enfant, deux blocs latrines de 3 cabines ont été construits ainsi que des dispositifs de lavage des mains. Les blocs sont plus anciens. Ils sont utilisés par les enfants et entretenus par le gardien de l'école.



Vue de la cour du jardin d'enfants

Le dispositif de lavage des mains et l'intérieur de la cabine semblent être bien entretenus :

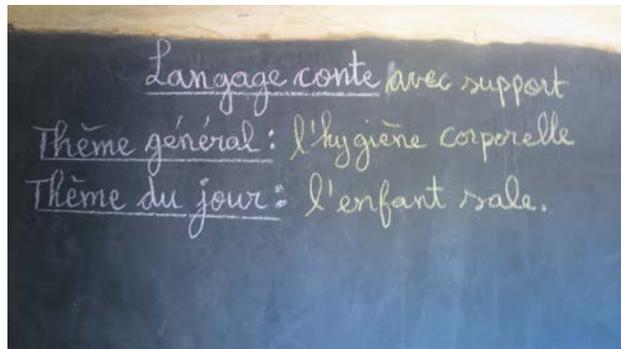


Dispositif de lavage des mains (avec du savon)



Intérieure de la cabine
et trous de défécation utilisés alternativement

L'hygiène corporelle fait partie du corpus enseigné aux enfants :



Détails d'un tableau pris dans une classe

Quelques problèmes, améliorations possibles constatés sur place :

- Un grillage au niveau de la porte pourrait être posé pour éviter l'intrusion des mouches dans la cabine ;



Haut de la porte d'une cabine

- Comme dans beaucoup de cas, il n'y a pas de véritable clôture autour de l'école. Néanmoins, aucune utilisation/dégradation des latrines par le voisinage n'a été constatée dans cette école jusqu'à présent ;



Clôture sommaire de l'école

- Certaines dégradations du bâtiment sont déjà visibles. Celles au niveau des dalles amovibles couvrant les fosses posent des questions de sécurité et présentent un risque de remplissage voire d'inondation des fosses en cas de fortes pluies.



Dégradation au niveau de la dalle amovible donnant accès aux fosses



Dégradation de la protection du tuyau d'aération

2. Echanger ses expériences (groupe de travail)

La deuxième partie de la journée s'est organisée autour de groupes de travail proposant aux participants de réfléchir collectivement aux modalités d'intervention dans le secteur de l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire autour de 3 thématiques :

1. **Solutions techniques** : Quelles solutions techniques proposées dans les écoles, adaptées aux enfants et à leur gestion ? Comment les financer ?
2. **Gestion technique et financière** : Comment organiser la gestion des toilettes en milieu scolaire de manière efficiente ? quels moyens financiers et humains mobiliser ?
3. **Sensibilisation** : Comment insuffler une dynamique positive autour de l'hygiène à l'école et dans les familles ? quels outils et démarches existantes ?

Le compte rendu ci-dessous, présente brièvement les expériences présentées par les témoins de chaque groupe ainsi que quelques repères pour l'action issus de ces discussions.

Groupe 1. Quelles solutions techniques proposées dans les écoles, adaptées aux enfants et à leur gestion ? Comment les financer ?

Témoignage

Témoin : Zoumari Morou, Ville de Zinder

La ville de Zinder est en coopération depuis une dizaine d'année avec le Département du Val de Marne. Les actions menées dans ce cadre ont permis le développement de solutions en matière d'assainissement.

Depuis 2014, les deux partenaires sont engagés dans un programme intitulé « *Mise en œuvre de la stratégie hygiène et assainissement de la ville de Zinder* » financé par l'Union Européenne, l'Agence de l'Eau Seine Normandie, et le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne. Le projet prévoit l'équipement en latrines des ménages et des espaces publics et la réalisation d'une étude sur la gestion des boues de vidange, la sensibilisation des populations, le renforcement des équipes municipales et l'implication des opérateurs privés intervenant dans le secteur.

En matière d'hygiène et d'assainissement au niveau scolaire, il est prévu l'équipement de 289 établissements scolaires (écoles primaires et secondaires) en latrines et dispositifs de lavage des mains ainsi que l'accompagnement d'un pôle éducateur.

Les caractéristiques du modèle de latrines retenu sont les suivantes :

- Latrines à **fosse simple, ventilée** pour limiter les odeurs et les mouches
- Des dalles couvrant la fosse réalisées en béton armé
- La ville de Zinder repose sur un socle granitique peu perméable. Néanmoins, au niveau de certaines fractures, la nappe phréatique est plus proche et le rejet des eaux usées est alors un risque de contamination de la ressource en eau. Il a donc été choisi de réaliser des **fosses cimentées** pour limiter l'infiltration.

- Les **cabines des blocs filles/garçons sont séparées et disposées dos à dos.**
- Les latrines sont couvertes d'un toit pour limiter l'infiltration de l'eau dans les fosses. Par contre, pour améliorer la visibilité à l'intérieur des latrines, des **taules translucides** seront utilisées en alternance avec des taules opaques (cf. modèle réalisé sur Tessaoua visité par les équipes municipales de Zinder – voir photo).



Toit de latrines à Tessaoua vu de l'intérieur du bloc

Les dispositifs de lavage des mains sont mobiles.

Plus d'info : [Fiche action](#)

Synthèse du groupe 1

Enjeux	Enseignements	
	Facteurs de succès	Sources de blocage
<p>Réaliser des ouvrages de qualité</p> <p>Cela suppose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire appel à des entreprises de qualité • Respecter les dosages et les règles de l'art (par exemple l'arrosage des ouvrages) • Renforcer le suivi des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence de bureaux d'études pour le contrôle des travaux (vérifier le type d'agrégats, de ferrailage, etc. utilisés) et les services techniques déconcentrés - Les utilisateurs impliqués dans le suivi des travaux => Ils nécessitent d'être accompagnés sur ces aspects. A intégrer dans la formation des CGDES, leur fournir un manuel (imagé, en langue) précisant les étapes de construction et les dosages sur lequel ils puissent dans le suivi des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Des coûts sous-estimés : l'attribution des marchés est basée souvent sur le principe de la « moins disance. Les entreprises ont donc tendance à faire des offres bien en dessous du coût réel et d'utiliser des matériaux de moins bonne qualité ou de réduire les doses pour rentrer dans leurs prix. => Pour limiter les risques, écarter les offres qui ne sont pas comprises dans la fourchette +/- 10% du devis type évalué préalablement. - Manque de professionnalisme des entreprises et prestataires - Manque de précisions dans certains DAO => Nécessité de donner aux entreprises des indications précises (plans, éléments de dosage, matériaux utilisés, etc.) et de vérifier leur compréhension de ces consignes - Manque de rigueur dans le suivi par les bureaux d'étude et les services techniques
<p>Réaliser des ouvrages ne présentant pas de risques de contamination</p> <p>Cela suppose de</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définir le type de fosses en fonction des spécificités hydrogéologiques de la zone (type de sol, hauteur de la nappe) • Prévoir les modalités de gestion des boues de vidange/ valorisation 		
<p>Réaliser des ouvrages à faible coût</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser des matériaux locaux et faire appel à une main d'œuvre locale autant que possible • Bien évaluer les besoins pour éviter le surdimensionnement des ouvrages 	<p>Quelques adaptations possibles déjà testés qui permettent de limiter les coûts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - équiper les cabines garçons/hommes avec des urinoirs - construire avec les enfants les dispositifs de lavage des mains (cf modèles Tippy tap) 	

Enjeux	Enseignements	
	Facteurs de succès	Sources de blocage
<p>Faciliter l'utilisation et la gestion des ouvrages</p> <p>Cela suppose de</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte les besoins des usagers dans la définition des ouvrages et leur design (adapter les équipements à la taille des enfants ; améliorer l'aération et l'éclairage pour rendre plus agréable leur utilisation ; prendre en compte les usages spécifiques ; prévoir un nombre de latrines suffisants) • Impliquer les acteurs de l'école à tous les niveaux (depuis la conception, la mise en œuvre et la gestion des infrastructures) 	<p>Séparation des blocs latrines prévues pour les garçons, les filles et les enseignants (3 blocs spécifiques)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de normes nationales précisant les ratios du nombre d'utilisateurs/cabine - Manque d'équipements adaptés pour répondre aux besoins des jeunes filles lors de leurs menstruations (sources d'eau et d'installations pour le lavage des mains avec du savon, de salle de rechange, de protection hygiéniques et d'endroit pour les jeter) - Accessibilité limitée pour les enfants souffrant d'handicap (rampe d'accès, taille des cabines, etc.).

Groupe 2. Comment organiser la gestion des toilettes en milieu scolaire de manière efficiente ? quels moyens financiers et humains mobiliser ?

Témoignage

Témoin : Maina Boukari, Rail-Niger Maradi/Tessaoua

Le RAIL-Niger vient en appui aux villes de Tessaoua et de Maradi pour la mise en œuvre de leurs programmes de coopération décentralisée (avec Conflans Ste Honorine et le SIAAP). Dans ce cadre plusieurs écoles ont été équipées de blocs latrines et dispositifs de lavage des mains. Pour assurer une bonne utilisation et entretien de ces équipements sanitaires, le RAIL-Niger accompagne les acteurs locaux dans l'organisation de leur gestion.

Cet accompagnement se fait à travers le responsable de santé scolaire et consiste en la mise en place de clubs d'hygiène. Composés d'élèves, d'enseignants, et d'un représentant des parents d'élèves, le club intervient dans la planification et la mise en œuvre des activités à mener dans l'année en matière d'hygiène et d'assainissement. Ses membres organisent la gestion des latrines. Ils ont suivi une formation sur l'entretien régulier des latrines (comment nettoyer la cabine, à quelle fréquence, qui interpeler en cas de vidange, etc.). Ils veillent également à ce que les bonnes pratiques d'hygiène soient bien adoptées tout au long de l'année en proposant des activités pédagogiques et ludiques : la diffusion de messages d'hygiène peints sur les murs des latrines, l'organisation de concours de propreté, etc. Enfin, ils peuvent sanctionner ceux qui ont eu de mauvais comportements d'hygiène. L'argent des amendes (de 10F à 25F CFA) est versé dans la caisse du club pour financer ses activités.

Par ailleurs, le RAIL-Niger appuie la fabrication de savon local (par des groupes de femmes), pour que les écoles puissent se fournir à tout moment et à bon prix. Il est envisageable d'organiser cette fabrication au niveau du club. La vente du savon génère ainsi des ressources qui pourront servir à couvrir certains frais du club.

Plus d'information :

[Présentation des clubs d'hygiène](#) et [livret remis aux écoles](#)

Synthèse du groupe 2

Enjeux	Modalités d'intervention	Enseignements	
		Facteurs de succès	Sources de blocage
Organisation de la gestion technique	<p>La gestion s'organise autour des acteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Club de scolaire d'hygiène et d'assainissement - CGDES, APE, AME - Communes et services municipaux - Opérateurs privés (vidangeurs, etc.) - Communauté villageoise 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la présence de filles dans les clubs - Elaborer un règlement d'usage participatif - Elaborer un plan d'action spécifique hygiène/assainissement à intégrer dans le plan d'action plus globale de l'école - Associer les enfants au nettoyage des latrines - Organiser des manifestations pilotées par le club (ex. concours d'hygiène, action de plaidoyer, etc.) - Impliquer les médias 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvais emplacement des latrines - Absences de latrines publiques autour de l'école (utilisation des latrines par les riverains) - Absence de point d'eau (nécessaire pour le nettoyage des latrines) - Mauvaises pratiques de la communauté en générale
Mobilisation des moyens financiers	<ul style="list-style-type: none"> - Cotisation des parents d'élèves - Amendes (pour sanctionner la défécation à l'air libre, etc.) - Vente de l'eau - Mobilisation de la commune : fonds du service municipale Eau et Assainissement et autres ressources propres, dotations de l'Etat, fonds issus des Associations usagers/ comité de gestion des services d'eau - Plaidoyer auprès des partenaires/autorités 	<ul style="list-style-type: none"> - Engagement et dynamisme de la commune - Des activités génératrices de revenu (fabrication de savon, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de transfert des ressources de l'Etat aux communes - Mauvaise gestion des fonds

Groupe 3 : Comment insuffler une dynamique positive autour de l'hygiène à l'école et dans les familles ? quels outils et démarches existantes ?

Témoignage

Témoignage : Sanoussi Dodo Natatou, Unicef Niger

Dans le cadre de ses activités au Niger, l'UNICEF intervient pour l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement en milieu scolaire.

Pour cela, il a développé l'approche 3 étoiles. Cette approche est testée dans les écoles à cantines scolaires localisées dans les communes de convergence⁴. Basée sur le principe de progressivité, cette démarche met l'accent sur le changement de comportement. Avant de vouloir construire des latrines, il s'agit d'accompagner les écoles pour qu'elles mettent en place des actions simples et routinières qui permettent d'améliorer les conditions d'hygiène : organiser des séances de lavage des mains collectives aux moments clés de la journée, faciliter l'accès à une eau potable pour la consommation humaine ; là où il y a des latrines, organiser leur nettoyage régulier, etc. Les travaux ne sont finalement exécutés qu'en fonction des opportunités, en appui à la mise en œuvre de plans locaux définis par l'école en ciblant des zones prioritaires (villages ayant certifiés la Fin de Défécation A L'air libre dans le cadre de l'ATPC). L'objectif de l'approche est de s'assurer de l'engagement initial des acteurs de l'école pour assurer la pérennité des actions entreprises.

Par ailleurs, l'Unicef mène des activités spécifiques autour de l'hygiène menstruelle. C'est un facteur important pour maintenir les jeunes filles à l'école. Cette thématique multidisciplinaire a également un lien direct avec les questions de dividende démographique, de mariage précoce, de malnutrition, etc. Lors de la première phase, une enquête a été réalisée au niveau des écoles nigériennes pour mieux comprendre et voir comment informer/améliorer la situation. Elle servira de base pour développer des outils pédagogiques et supports d'information pour une meilleure prise en compte de cette question (aménager les équipements/sensibiliser les jeunes filles sur l'hygiène menstruelle/identifier des interlocuteurs autour de l'école qui puissent répondre aux questions et préoccupations des jeunes filles, etc.).

Plus d'informations :

[Présentation de l'approche 3 étoiles](#)

[L'hygiène menstruelle dans les écoles de deux pays francophones d'Afrique de l'Ouest Burkina Faso et Niger](#), UNICEF, 2013

⁴ 35 communes nigériennes sur lesquelles convergent l'intervention des agences des Nations Unie, sous le leadership du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les nigériens), afin de concentrer les moyens et d'apporter une réponse globale pour réduire la vulnérabilité des populations.

Synthèse du groupe 3

Structures et modalités d'intervention	Enjeux	Enseignements	
		Facteurs de succès	Sources de blocage
<p>UNICEF : Approche 3 étoiles et gestion de l'hygiène menstruelle</p> <p>S'appuie sur les services techniques déconcentrés (éducation, hydraulique)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appropriation par les acteurs clés ; - Pérennisation des acquis ; - Changement de comportement en matière d'hygiène pour les enfants ; - Remplir les critères d'environnement sains dans les écoles ; - Couverture nationale à faible coût 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de synergie entre les acteurs ; - Mise en place des points focaux d'hygiène et assainissements au niveau des inspections. 	<p>Manque de logistique pour faciliter le suivi sur le terrain</p>
<p>GVD Afrique : Identification des insuffisances et proposition de solutions appropriées</p> <p>Partenariat avec les ONG, les communes, les bénéficiaires</p>	<p>Changement de comportement de tous les acteurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de support audiovisuel ; - Transformation des déchets solides et liquides ; - Implications active des acteurs 	<p>Mobilité des enseignants</p>
<p>Projet de renforcement de l'accès durable au service d'hygiène et d'assainissement de base des populations défavorisées dans la zone urbaine et périurbaine</p> <p>Ecole comme porte d'entrée dans la communauté</p>	<p>Changement de comportement au niveau des écoles</p>	<p>Elaboration d'un manuel d'hygiène et d'assainissement préfacé par la ministre de l'Education primaire</p>	<p>Suivi post projet</p>
<p>CU de Tillabéry : Projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu scolaire</p> <p>Sont impliqués la commune et son partenaire de coopération, les services étatiques, les bénéficiaires</p>	<p>Pérennisation des ouvrages sur leur durabilité et leur bonne utilisation</p>	<p>Elaboration et mise à disposition des modules aux écoles et kit de salubrité</p>	<p>Mobilité des enseignants</p>

Recommandations du groupe :

- Appuyer les services étatiques en moyens logistique adéquats pour la mise en œuvre des activités ;
- Etendre les actions au niveau du secondaire afin de pérenniser les acquis;
- Mettre l'accent sur la synergie des acteurs et la communication entre acteurs.

Conclusion

Parmi les recommandations et questions soulevées pendant la journée, la nécessité de rechercher la synergie entre les différents acteurs impliqués dans l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire intervenants a été régulièrement rappelée.

En rassemblant la diversité de ces acteurs (services de l'Etat de l'Education, de l'Hydraulique, de l'Environnement, collectivités locales, ONG, enseignants, bureau d'études, etc.) cette journée leur a proposé d'échanger pour clarifier le cadre politique, identifier les actions entreprises, diffuser les documents et supports existants utiles pour la sensibilisation et l'organisation de la gestion des équipements sanitaires.

Afin de poursuivre ce partage, la base de données du pS-Eau et la newsletter Niger peuvent être des supports utiles pour diffuser vos actions et outils.

Lectures complémentaires

Contexte institutionnel

La Stratégie Nationale d'Education en matière d'Environnement et de Population (SN/EmEP), 2006, MEP/A/PLN/EC

La [Stratégie Opérationnelle de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base \(SOPHAB\) 2014-2018](#), MHA

Ordonnance n°93-13 du 2 mars 1993 instituant le code de l'hygiène publique

[Fiche pays Niger](#), 2014, pS-Eau

Etudes sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire

[Etude des latrines / douches publiques et des latrines institutionnelles au Burkina Faso](#), Hydroconseil, 2008

[L'hygiène menstruelle dans les écoles de deux pays francophones d'Afrique de l'Ouest Burkina Faso et Niger](#), UNICEF, 2013

Guides méthodologiques pour la sensibilisation, la construction et la gestion des latrines

Education en matière d'Environnement et de population (EmEP), CGPE, 2012
Guide pédagogique EmEP Cycle de base 1 et [Manuel Elèves Sous cycle 1 \(CI-CP\)](#), Manuel Elèves sous cycle 2 (CE1-CE2), Manuel Elèves sous cycle 3 (CM1- CM2)

[L'hygiène à l'école: pratiques essentielles à promouvoir](#), UNICEF Mali, 2013

[Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation à l'hygiène et de promotion de l'assainissement](#), pS-Eau, 2015

[Hygiène et Assainissement en milieu scolaire: Livret de l'enseignant](#), MEP-A-PLN-EC, ACF-E, ORK, 2014

[Normes relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en milieu scolaire dans les environnements pauvres en ressources](#), UNICEF, 2010

[Points d'eau, latrines, lave-mains, et kits d'hygiène en milieu scolaire, Guide technique pour les écoles](#), UNICEF Mali, 2014

[SMC: Guide 5: Gérer les toilettes et les douches publiques](#), pS-Eau et PDM, 2010

Liste des participants

Nom	Structure	Contact
2IE	OUSMANE ADAMOU Penda	
ACF Action Contre la Faim	CHAIBOU DAN INNA Hassan	hchaibou@ne.acfspain.org
ADESA	Télesphor. K.Adjeoda	info.ongadesa@gmail.com
AJIP/CNDJ	Seyni Djibo	djiboseyni@yahoo.fr
AJPEAN/Enseignant	Yamou Abdoulaye	Yamouabdoulaye@gmail.com
AMN	Hadiza Garba Adamou	rido2005@yahoo.fr
Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement	Noura Fatchima Djibrilla	scout-envirt@yahoo.fr
ARENI	Daouda Garba Sani	
Cabinet THEC	ABDOUL WAHAB	mamoudouaichatou @yahoo.fr
Cabinet THEC	MAMOUDOU Aichatou	mamoudouaichatou@yahoo.fr
CCOAD	LOKOKO ABDOU	ccoadniger@yahoo:fr
CEH SIDI	OUMAROU SALEY	guidimou@yahoo.fr
Commune rurale de KARA-KARA	DAN BOURGAMI Magaouata	bourgami@yahoo.fr
Commune urbaine de Téra	Ousseini YOUNOUSSI	oyounoussi@yahoo.com
Commuune Urbaine de Tillabéri	MOUMOUNI Hamadou	mairiety@gmail.com
Croix Rouge Niger	Morou Issa	issamorousy@gmail.com
Direction de l'Hygiène Publique et de l'Education pour la Santé	MAMOUDDOU HAMIDOU CISSE	cissehamidou2005@yahoo.fr
EAA Niger	TIMBO M.Abdelkader	abdeldadertimbo1@yahoo.fr
Eau Vive Niger	Hilaire Dongobada	hf_dongo@yahoo.fr
Eau Vive Niger	Mamane Nassirou	nassirou2008@gmail.com
Ecole de Tessaoua	Mme Kollo Ya Kaléram	b.magagi@railniger.com
FICOD TI	Mahaman Djido Aboubacar	Aboubacardjido@yahoo.fr
GIZ	Kilias,Gudula	Gudula.kilias@giz.de
GVD	Issoufou Mahaman Lawan	chefsalha@yahoo.fr
Helvetas Swiss Intercoopération	Moumouni Magawata	moumouni.magawata@helvetas.org

Helvetas Swiss Intercoopération	METRAL, Bruno	bruno.metral@helvetas.org
IRC	ABDOU Adamou Garba	abdou4rain@gmail.com
Ministère de l'Environnement	Salissou YAHOUZA	mwane2003@yahoo.fr
Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation/CGPE	Laouli Ibrahim	nakandari@yahoo.fr
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Hamadou Kailou	hamadoukailou@yahoo.fr
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement/DGA	Dan Dobi Moussa	mdandobi@yahoo.com
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	MOUMOUNI SALIKA Abdoulkarim	karim1807@yahoo.fr
Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques	BOUBACAR Seidou	seidouboubas@yahoo.fr
ONDPH	Dr HIMA Mamane	himamamane@yahoo.fr
ONG JADES Jeunesse Action Développement Solidarité	Issoufou Billakeima Hamadou	ongjades@yahoo.fr
ONG RAIL NIGER	Adamou Mahaman	m.adamou@railniger.com
ONG RAIL NIGER	Magagi Maina Boukari	b.magagi@railniger.com
ONG RAIL NIGER	Moussour Issaka Mika	manssourissaka@yahoo.fr
ONG RAIL NIGER	Omar Yayé	oumarouyaye@yahoo.fr
ONG RAIL NIGER	Sanoussi Mali	s.mali@railniger.com
ONG Témako-RAYOUA (Aider à Vivre)	Mahamane Idrissa	kantiti2007@yahoo.fr
ORK ONG RAYOUA KARKARA	Aboubacar Saadou	allakayebouza@yahoo.fr
PADEFPT	Issa HASSANE ABDOU	issamodi2002
Programme Hydraulique Villageoise et Pastorale Phase 2	Maman Sani SAIDOU	msanisaidou@yahoo.fr
pS-Eau	Béatrice Tourlonnias	tourlonnias@pseau.org
REJEA	Baidebne Joel Tchocke	rejea.niger@yahoo.fr

REJEA	Moumouni Adamou	rejea.niger@yahoo.fr
REJEA	Ousmane Dambadji	dambadji2000@yahoo.fr
SEEN	Ibrahim Boubakar Aminata	aminata.ibrahim@seen-niger.com
Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN)	IDRISSA Maimouna	maimouna.idrissa@seen-niger.com
SPEN	ABDOU Tahirou	atahirou@spen.ne
SPEN	Bachir HAMA	lawalibacho@gmail.com
SWISSAID	MOUSSA Idrissa	idrissa.moussa@swissaidniger.org
UNICEF Niger	DODO NATATOU Sanoussi	sdodonatatou@unicef.org
Université Abdou Moumouni de Niamey	Malla Kiari Kimé Adam	adammalla@yahoo.fr
Université Abdou Moumouni de Niamey	Bontianti Abdou	bontiantiabdou@yahoo.fr
Université Abdou Moumouni de Niamey	Abdoulaye Hassoumi	hassoumiabdoulaye950@yahoo.fr
Université Abdou Moumouni de Niamey	Bohari Sadou M.Kabirou	mahamadoukabirou55@gmail.com
Ville de Maradi	Yacouba Mamane BALLA	b.magagi@railniger.com
Ville de Zinder	Zoumari Marou	zoumari_cuz@yahoo.fr
Ville de Zinder	Mahaman Boubacar	mahamanaboubacar@gmail.com
Vision plus	SIDIKOU DOUMBIA	ambecsidikou@gmail.com
WaterAid Niger	Abdoul Moumouni Alka	AlkaMoumouni@wateraid.org